

ISLAM : LES ERRANCES DE L'OCCIDENT

GUILLAUME MOREL *

Mali : pourquoi « Serval » est d'ores et déjà un échec

Années 60 : la France accorde « généreusement » et sans coup férir leur indépendance à plusieurs colonies d'Afrique de l'Ouest et équatoriale, non sans s'être assurée de la neutralité bienveillante de ces nouveaux États, de leur attention à la sauvegarde des intérêts français (accords de défense, par exemple) et de la « compréhension » des nouveaux chefs d'États.

De la même façon, les frontières seront fixées de façon arbitraire compte non tenu des aires ethno-géographiques traditionnelles. Ainsi la communauté tamashek se retrouve dans plusieurs États : le Mali, le Niger, la Libye, la Mauritanie et le Burkina. Les chefferies ne présentant pas, inégalité de traitements oblige, de revendications uniformes. Ce qui sera à peu près le cas partout, sauf dans quelques pays, mais qui ne donnent lieu d'autre part à un État touareg. Parmi ces nouveaux États se trouve le Mali. Lequel, après avoir tenté une union avortée avec le Sénégal, connaîtra le régime « socialiste » de Modibo Keita, puis le régime dictatorial de Moussa Traoré devenu sur le tard très religieux. Il faudra le coup d'État du jeune capitaine Amadou Toumani Touré (dit ATT) pour, à la suite de manifestations violentes, rétablir une liberté de vote. Liberté de vote relative compte tenu du taux d'analphabétisme prévalant dans le pays et des solidarités

* PSEUDONYME D'UN DIPLOMATE FRANÇAIS

locales. Après la période Alpha Oumar Konaré, vint ATT, président jusqu'au coup d'État du capitaine Sanogo.

La déliquescence de l'État malien

La déliquescence de l'État, le haut niveau de corruption à tous les échelons de la société et dans tous les corps de l'État, y compris l'armée, la pauvreté terrifiante d'une très large partie de la population ont, par un effet quasi mécanique, alimenté la constitution de groupes de narcotrafiquants (on se souvient de l'affaire d'ATT et du Boeing transportant de la drogue) et de groupes se réclamant de l'islam de tradition wahhabite. Ces groupes disposent également de relais financiers et logistiques à Bamako.

Rappelons que le wahhabisme, du nom de son inspirateur (Ibn Al Wahhab) est apparu au XVIII^e siècle... Cette branche de l'islam préconise une lecture intégriste et rigoriste du Coran et s'est alliée à l'époque à la tribu des Saoud pour donner naissance en 1924 à l'Arabie Saoudite, telle que nous la connaissons encore aujourd'hui. Les explorations et exploitations pétrolières et gazières n'apparaîtront qu'un peu plus tard dans la péninsule, vers les années 1930.

Le salafisme (les pieux ancêtres : salaf), pour sa part, s'inspire du wahhabisme, mais se veut plus politique, prônant un retour aux textes premiers et au style de vie de l'époque du Prophète. Il est apparu à la fin du XIX^e siècle, à l'époque de la pleine expansion coloniale.

Il est important de noter que ce que l'on comprend communément par jihad (guerre sainte) n'existe pas dans le Coran. Par contre le jihad a bien une signification : c'est un combat, oui, mais contre soi-même afin de devenir un meilleur croyant. La traduction en est galvaudée.

De la même façon, une direction à tendance wahhabite a pris le contrôle du HCIM (Haut Conseil islamique du Mali), proche idéologiquement des tendances radicales mais, dans le même temps, conforte et accompagne la présidence d'Ibrahim Boubacar Keita (dit IBK) dans ce qu'elle a de plus nationaliste et réfractaire à toute négociation avec les différentes composantes touarègues : Mouvement de libération nationale de l'Azawad, Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad et Mouvement arabe de l'Azawad (MLNA, HCUA, MAA). L'incurie et la corruption,

érigées en système de gouvernement, ont permis depuis plusieurs années une porosité touchant toutes les couches de la population. De fait, les différentes écoles traditionnelles soufies sont souvent les seules à pouvoir s'opposer à la mise en place d'une tradition wahhabite à l'échelle nationale, le HCIM assurant un véritable maillage du pays au travers d'un grand nombre de mosquées et d'imams.

Le coup d'État du 22 mars 2012 du capitaine Sanogo (arrêté, en attente de jugement à Bamako et devenu général) ne se justifiait que par la prétention d'une partie de l'armée à bénéficier des pots-de-vin généralisés et captés par des officiers supérieurs. L'éphémère chef de la junte devra laisser la place en avril 2012 à Dioncounda Traoré, ex-président de l'Assemblée nationale puis président de la République. IBK lui succédera à la présidence après avoir été Premier ministre. Traoré sera alors son ministre des Affaires étrangères. Globalement, le nouveau pouvoir ressemble étrangement à l'ancien...

L'aide française au développement (directe ou indirecte), la coopération décentralisée de nombre de communes, conseils généraux et/ou régionaux, l'action des associations sont pourtant considérables mais restent largement inefficaces.

193

Les groupes radicaux et l'Azawad (Nord-Mali)

Les deux groupes radicaux actifs, Aqmi et le Mujao (Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest) se sont nourris de l'extrême faiblesse des structures d'État dont les Maliens du Sud sont les seuls bénéficiaires et des complaisances des gouvernements successifs à leur égard.

Le groupe Ansar Ed Dine d'Ag Ghali pour sa part s'est apparemment replié en Libye.

Il est toutefois extrêmement complexe, dans cette zone de non-droit, de faire le distinguo entre groupes religieux et narcotrafiquants.

Aqmi et Mujao n'ont jamais cessé d'être présents au Mali mais la mise en place de la Minusma et c'est à la faveur du retrait d'une partie des militaires français de l'opération Serval, qu'ils reprennent leurs activités. La mort de plusieurs militaires tchadiens puis nigériens, récemment, démontre, s'il en était besoin, le maintien d'une forte pression sur le pouvoir central. Pouvoir central qui se refuse toujours, au nom d'une unité territoriale imaginaire, de

négocier avec les instances politiques choisies par les communautés touarègues du nord du pays. Le Nord-Mali étant désigné sous le nom d'Azawad. Fait rarissime, les différentes chefferies sont toujours, bon an mal an, unies face au pouvoir de Bamako. Le MLNA semble avoir une vie plus longue que celle qui lui était prêtée au début de la rébellion (novembre 2010). Cette dernière rébellion touarègue fait suite aux différentes rébellions de 1962, des années 1990, au cours desquelles s'illustra Ag Ghali, devenu depuis, après un passage dans la Libye de Kadhafi, le responsable du groupe Ansar Ed-Dine, puis celle de 2007.

Tandis que le pouvoir central achète des armes à la Chine, les groupes radicaux s'approvisionnent, eux, sur le marché « libre », mais avant d'être religieux, les événements maliens ont d'abord une origine sociale.

Outre la revendication culturelle et politique des différentes ethnies de l'Azawad, les fonds attribués par les différents bailleurs ne sont toujours arrivés que très difficilement dans le nord du pays et les politiques d'intégration de rebelles touaregs dans l'armée ou l'administration maliennes ont montré leur peu d'efficacité.

Non, il n'y a pas d'unité malienne, ni linguistique, ni culturelle, ni ethnique. Cette illusion et cette invention de l'ancienne puissance coloniale ont permis de répartir, de façon aléatoire, l'immense Sahara entre plusieurs pays. Cette aire continue à être « de facto » le pré carré de la France sur le plan politique mais aussi économique.

Les interventions au Tchad, en Libye, en Côte d'Ivoire sous Sarkozy puis au Mali et Centrafrique font de notre pays la nation occidentale la plus interventionniste sur le continent africain.

Lorsque l'État malien arrête l'un des négociateurs touaregs de la conférence qui se tient à Alger de retour au pays, c'est à une véritable provocation qu'il se livre, lorsque cet État arme les milices arabes et songhaï, c'est le redémarrage assuré des affrontements qu'il cherche, lorsqu'il fait descendre dans la rue des manifestants pour dénoncer la présence de la France et de la Minusma, c'est une véritable stratégie de la tension qu'il met en place.

Avant d'être religieux, les événements maliens relèvent d'abord du constat de faillite d'un pouvoir très centralisé et en situation de banqueroute. Ni la France, ni la Minusma ne pourront rester indéfiniment au Mali. D'abord pour des raisons de coût. La France, outre le Mali, est engagée sur différents théâtres d'opérations (10 000 hommes environ) et ne pourra pas

maintenir une présence avec un calibrage aussi important, même si le redéploiement du dispositif dans la bande sahélo-saharienne (BSS) avec l'opération « Barkhane » (3 000 soldats français) permet d'alléger le dispositif français au Mali. Ensuite, parce que la position de la France sur le plan politique n'est pas tenable. Le renforcement aux relents colonialistes de notre pays ne pourra susciter que frustrations et regain de violence. Non, le Mali, en janvier 2013, n'était pas prêt à tomber dans l'islamisme wahhabite, non, Bamako n'était pas prête à tomber aux mains des radicaux. La maigre colonne qui s'était aventurée vers Bamako s'est arrêtée à Mopti et Sévaré. Alors que, peu d'années auparavant, un détachement radical s'était approché de Ségou.

La mise sous tutelle économique du pays paraît, à terme, inévitable. L'appui à la société civile (associations de femmes en particulier) ainsi que les contacts avec les syndicats et le lien avec la diaspora malienne (Europe, États-Unis) peuvent constituer des pistes de renouveau politique dont le pays a urgemment besoin. Il serait judicieux également que ce pays puisse contrôler le mouvement des missionnaires (tabligh) qui font la dawa (message) venus du Pakistan.

Si les mouvements radicaux se réclamant de l'islam existent bel et bien dans toute la bande sahélo-saharienne, seuls le renforcement de la vie démocratique et pluraliste de ces pays, l'élévation du niveau de vie, l'accès aux soins et à l'éducation permettront de s'opposer à l'obscurantisme le plus effarant. La destruction des tombeaux des Saints de Tombouctou n'est pas sans rappeler celle d'Afghanistan et le foisonnement des madrasas (écoles coraniques) dans le pays à tendance wahhabite ne laisse pas d'étonner, prenant ainsi de facto la place des écoles publiques. Le Mali, à l'instar d'autres pays de la zone, constitue bien une bombe à retardement et, sans négociations avec le mouvement touareg, les hostilités reprendront, laissant le champ libre aux groupes radicaux. Les discours du président de la République et de son Premier ministre, aux contenus différents selon les publics auxquels ils s'adressent, ne peuvent qu'alimenter un climat d'insécurité dont le gouvernement actuel bénéficie. On peut donc se demander légitimement si IBK n'a pas tout intérêt à maintenir cette situation incertaine dans le Nord-Mali.

D'ouest en est : les ambiguïtés voulues des uns et des autres

Si la politique des États-Unis est assez claire en Irak, intervention qui a conduit ce pays à sa dislocation tout en sauvegardant les intérêts économiques nord-américains, tout comme la Libye, livrée aux différentes milices et lieu de passage de tous les trafics, cette même politique faite de vagues-hésitations l'est également pour la Syrie, la Turquie et les pays de la péninsule Arabique.

Il n'est pas inutile de se reporter à la configuration de l'immédiat après Première Guerre mondiale. La volonté politique, culturelle et territoriale de la Turquie sunnite du président Erdogan est visiblement de revenir aux frontières de l'empire ottoman en développant un discours nationaliste. C'est vrai pour ce qui concerne l'axe est-ouest, la « route de la soie », vers les anciennes républiques soviétiques d'Asie avec lesquelles les échanges économiques sont nombreux jusqu'aux Balkans. Mais c'est vrai également de l'axe nord-sud : la Syrie, le Liban mais également les pays du Golfe, même si cette volonté est peu réaliste pour ces derniers. Cependant, le peu d'enthousiasme mis par l'Union européenne à un éventuel rapprochement avec la Turquie et, par la suite, le désintérêt turc pour l'Europe, les aires historiques et géographiques ont tendance à reprendre leurs droits. La grande absente du débat reste l'Allemagne et, d'une façon générale, l'Union européenne. La Turquie, membre de l'Otan, restera la grande responsable des exécutions de Kurdes syriens en leur fermant ses frontières. Cette duplicité macabre aura conduit la Turquie à régler ses comptes avec sa minorité kurde, mais également avec les réfugiés kurdes de Syrie et d'Irak.

La France aura suivi, voire devancé, les États-Unis en demandant, par exemple, des frappes aériennes sur la Syrie ayant pour objectif l'anéantissement des forces armées fidèles à Bachar El Assad : proposition totalement inconséquente qui aurait eu pour but, entre autres, d'activer les pressions russes. La France a sans doute pensé que la Syrie ressemblait à la Tunisie ou à l'Égypte... et que le régime tomberait comme un fruit mûr. Or, non seulement les dirigeants syriens n'ont pas fait, à quelques exceptions près, défection, mais ce conflit n'en finit pas de finir. De fait, l'armée syrienne reste fidèle au pouvoir et combat maintenant Daesh (Dawlat islamiya fi

'iraq wa sham) aux côtés des Kurdes syriens et irakiens. Le pouvoir alaouite (branche du chiisme) de Bachar El Assad, la Russie et la Chine restent des interlocuteurs incontournables.

Dans cet imbroglio, l'Iran, grande puissance régionale, à majorité chiite, arme les troupes kurdes comme il a appuyé les troupes du gouvernement syrien.

Le Golfe : une poudrière

Les monarchies pétrolières constituent en réalité la pierre angulaire de la confrontation avec les groupes radicaux. Ces monarchies, surgies historiquement récemment dans le paysage géopolitique du Moyen-Orient grâce à leur puissance financière tirée des revenus gaziers et pétroliers, perturbent considérablement les relations entre États et alimentent, de multiples façons, les lectures les plus rétrogrades de la foi musulmane. L'Occident, États-Unis compris, ne peut émettre les moindres réserves sans risquer l'annulation de telles ou telles commandes. Les politiques schizophrènes de l'Arabie Saoudite, du Qatar, des Émirats, entre autres États, oscillent entre soutien officiel des États-Unis et soutien officieux aux groupes djihadistes.

197

La question d'Israël, entre hostilité déclarée et non-reconnaissance, attise aussi les tensions régionales.

Ainsi la politique intérieure saoudienne oscille entre renforcement du respect de la charia se traduisant par une présence accrue des mouttaw'a'in (police religieuse) dans les cités et un relâchement (relatif) des mœurs. Ces oscillations traduisent les luttes de factions entre famille royale et religieux wahhabites et entre membres de la famille royale elle-même. C'est un équilibre subtil que les Occidentaux ont du mal à appréhender... De même, l'appui discret mais efficace de factions intégristes au plus haut niveau de ces États et les déclarations officielles du grand mufti saoudien Cheikh Abdel Aziz al-Cheikh se heurtent de plein fouet : double jeu, triple jeu...

Par ailleurs, les investissements financiers et l'approvisionnement en pétrole et gaz de ces pétromonarchies obèrent clairement les libres choix des nations occidentales. Les liens troubles qui existent entre les pays du Golfe et la France, fondés sur des intérêts financiers bien compris, pèsent sur les décisions des uns, plus que sur les intérêts des autres. La confusion (voulue) entre

démarche politique (Union pour la Méditerranée, fourniture en produits pétroliers et gaziers, réinsertion de M. El Kadhafi dans la communauté internationale, libération des otages bulgares retenus en Libye) et démarche personnelle (proximité de N. Sarkozy et des dirigeants qataris) permet une réelle liberté aux États du Golfe. Ainsi, Bahreïn accueille la station d'écoute de la CIA pour le golfe Persique et en même temps réprime violemment les manifestations chiites. Le Qatar (après avoir imaginé d'implanter par exemple une école militaire « à la française » [St Cyr]) au Qatar, a investi des sommes colossales en France et en Europe d'une façon générale. Son statut de premier exportateur mondial de gaz liquéfié en fait une puissance régionale et un bon client de la France dans le domaine militaire (aéronautique) et civil. Actionnaire dans plusieurs grands groupes, le Qatar peut être considéré comme un allié sûr des puissances impérialistes ou bien comme une proie facile : c'est un jeu de dupes et une caution apportée à une monarchie pratiquant aussi bien le soutien à l'Occident que la proximité avec les groupes radicaux.

198

Ces mêmes monarchies sont qualifiées par Al Qaïda et par Daesh comme n'étant plus fidèles au message du Prophète. Des révoltes fondamentalistes, au sein de la famille sunnite, éclatent de temps à autre en Arabie.

Les inventions de M. Hollande

Ce que l'actuel président de la République a perdu sur le plan intérieur, peut-être pense-t-il le regagner sur le plan extérieur. Converti avec son ministre de la Défense aux vertus guerrières, M. Hollande met en place un système idéologique bien connu des Français parce que déjà utilisé :

– Les interventions militaires françaises n'ont existé que parce qu'il s'agissait de sauvegarder nos intérêts et la sécurité des Français : non. Il n'existe pas d'intérêts français au Mali, par exemple, si ce n'est de garder un contrôle sur cette zone d'Afrique de l'Ouest et sur les intérêts de grands groupes français (Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal) ;

– Les mouvements radicaux représenteraient une menace pour la France. Là encore, un fort doute subsiste. Mis à part les attentats individuels difficilement prévisibles (affaire Merah), Aqmi ou tout autre groupe se revendiquant de l'islam radical n'ont jamais perpétré d'attentat sur le sol national. L'action des services de

renseignements intérieurs (DGSI) et extérieurs (DGSE), en raison de moyens qui restent limités, ne peut suppléer au devoir de vérité, de clarté et de compréhension à destination de la société civile.

La pression idéologique, relayée par de nombreux médias, veut nous faire voir en tout musulman, un salafiste poseur de bombe en puissance. C'est méconnaître profondément l'islam, ses courants, ses pratiques culturelles, mais également ses contradictions. C'est surtout alimenter la méfiance et le rejet dans une société sous tension. La spirale intervention-tension intérieure est mise en place, signe d'une politique à courte vue et dangereuse pour la cohésion nationale et pour la paix.

Des pistes de réflexion

L'extrême fragilité de l'exégèse musulmane, les écoles traditionnelles historiques et diverses, les formations médiocres reçues par les imams, lorsqu'ils ont reçu une formation, ce qui n'est pas toujours le cas, les revendications d'un certain nombre de pays dont sont originaires leurs ressortissants en France, le financement des lieux de culte, la laïcité, concept méconnu dans l'islam sauf dans les pays à tradition nationaliste, voire socialisante : les défis sont nombreux qui invitent à penser qu'il y a extrême urgence à proposer une formation pour les imams français, en France. L'université de Strasbourg accueille une faculté de théologie catholique et une faculté de théologie protestante, il serait sans doute opportun d'imaginer une structure de formation à destination des imams prêchant en France. Une cellule aux moyens dérisoires avait été mise en place auprès du ministère des Affaires étrangères. Cette cellule avait pour objet de mener des travaux de prospective sur les mouvements religieux. Une autre tentative, menée par la faculté de droit de Strasbourg et par l'un de ses meilleurs spécialistes en la matière, est en cours sous l'égide du ministère de l'Intérieur et des Cultes.

L'autre axe de réflexion consiste en un encouragement au développement des études islamiques et à l'exégèse du Coran. En raison de leur confidentialité, les études existantes sont restreintes à un petit groupe de spécialistes sans impact sur les structures reconnues.

Enfin, les compromissions, les incertitudes et les incompréhensions prévalant au Moyen-Orient conduisent à penser qu'un pays complètement hors des conflits pourrait mener

une mission de dialogue. La communauté Sant'Egidio a conduit ce type de conciliation il y a quelques années, la Norvège a accueilli les FARC et les représentants du gouvernement colombien.

La voix de l'ONU s'éteignant progressivement, d'autres chemins de règlement des conflits sont peut-être à trouver.

Quoi qu'il en soit, la solution sera politique ou ne sera pas.

Résumé :

Les gouvernements français se suivent et... se ressemblent. Après les années Sarkozy, la présidence Hollande est également marquée par un alignement constant sur les États-Unis, des rodomontades et des... interventions militaires : Afghanistan, Tchad, Libye, Mali, Centrafrique, Irak. Les intérêts politico-financiers sont à la manœuvre sur fond de méconnaissance de l'islam, d'éclatement des frontières et de découverte d'un « ennemi intérieur ». Cependant des pistes de réflexion existent. Aucune ne passe par les armes.